



ECOLE D'ECONOMIE DE PARIS
PARIS SCHOOL OF ECONOMICS

ProF-En-EcoS
Programme de Formations
des Enseignants d'Economie du Secondaire et du Supérieur
(Labex OSE)

Vendredi 7 février 2014

Maison des Sciences économiques, 106-112 boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris

(métro Campo Formio - ligne 5)

Salle des thèses, 6^{ème} étage

Objet de la formation :

Formation des professeurs d'Economie, Sociologie et Histoire du monde contemporain suite à la réforme des programmes des classes préparatoires économiques et commerciales.

- | | |
|--------------------|---|
| 9h-9h30 | Accueil café des stagiaires |
| 9h30-11h | Yannick L'Horty : « Politiques de l'emploi : pourquoi ça ne marche pas ? » |
| 11h - 12h30 | Matthieu Crozet : « Désindustrialisation - Réindustrialisation : quelles politiques... pour quelle industrie ? » |

Pause déjeuner – buffet sur place à la MSE

- | | |
|------------------|--|
| 14h-15h30 | Jézabel Couppey-Soubeyran : « Les nouvelles réglementations bancaires : trop ou pas assez ? » |
|------------------|--|

Organisation : Jézabel Couppey-Soubeyran (Paris 1 – PSE) & Sandrine Yvaniès (APHEC)

Contacts : couppey@univ-paris1.fr et yvanies@voila.fr

Politiques de l'emploi : pourquoi ça ne marche pas ?, Yannick L'Horty (Université Paris Est – Marne-La-Vallée)

Les réformes récentes des politiques de l'emploi se heurtent à des difficultés : problèmes de recrutement des emplois d'avenir, faible montée en puissance du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), lent démarrage des contrats de génération... Ces difficultés ont été rencontrées peu ou prou à chaque vague de réformes des politiques de l'emploi au cours des dernières décennies. Elles concernent aussi bien la réforme du RSA, qui bute sur un problème massif de non recours, que celle de la formation professionnelle en 2009, qui continue à ne profiter qu'à la marge aux demandeurs d'emploi qui en ont le plus besoin, ou encore la création de Pôle Emploi dont les agents ne parviennent pas à satisfaire les besoins des demandeurs d'emploi. On en vient à se demander s'il n'y a pas un problème global dans les réformes des politiques pour l'emploi et ce n'est pas le moindre des paradoxes dans un contexte de montée continue du chômage où le besoin de politiques efficaces n'a jamais été aussi grand. Qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans les politiques de l'emploi ? Est-ce la faute à la crise ? Comment mieux lutter contre le chômage ?

Désindustrialisation - Réindustrialisation : quelles politiques... pour quelle industrie ? », Matthieu Crozet (Université Paris Sud, IUF, CEPII)

Entre 1980 et 2012, l'industrie française a perdu 2 millions d'emplois, dont plus de 100 000 détruits depuis 2009. Ce profond mouvement de désindustrialisation, qui fait écho à la progression du libre-échange et à l'émergence de nouvelles puissances industrielles, soulève de nombreuses questions. Sur son origine, tout d'abord : la désindustrialisation des économies développées est-elle la conséquence malheureuse de la globalisation, ou le fruit amer des succès de l'industrie, en termes de gains de productivité ? Sur sa nature ensuite : dans une économie largement ouverte aux échanges, la segmentation des chaînes de valeur se fait toujours plus finement, au point qu'il est difficile aujourd'hui de distinguer, et plus encore d'opposer, industries et services. Et enfin, sur les réponses politiques à apporter aux individus et aux territoires les plus directement touchés par la déformation du tissu industriel.

Jézabel Couppey-Soubeyran : « Les nouvelles réglementations bancaires : trop ou pas assez ? »

La crise financière amorcée en 2007 a plongé les économies touchées dans une récession qui a mis à dure épreuve les gouvernants et les autorités monétaires. En dépit de l'intervention massive des banques centrales, les signes de reprise sont encore timides. Profonde et coûteuse, cette crise a fait réaliser l'urgence d'un changement pour mieux parer aux crises bancaires et financières. D'épais projets de lois ont vu le jour de part et d'autre de l'Atlantique (Dodd-Frank Act, Bâle 3-CRDIV, Union bancaire, règles de séparation, ...). Certaines de ces dispositions, en particulier Bâle 3, se sont néanmoins heurtées à une vive opposition des lobbies bancaires. A entendre ces derniers, Bâle 3 portera préjudice au financement de l'économie et favorisera le *shadow banking*. Quel crédit accorder aux arguments des lobbies bancaires ? Renforcer la stabilité financière n'est-il pas une condition nécessaire au retour d'une croissance soutenable ? Les réformes entreprises y suffiront-elles ?